

141 changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la SDR et de l'égalité des genres auxquels des actions de plaidoyer de l'IPPF ont contribué

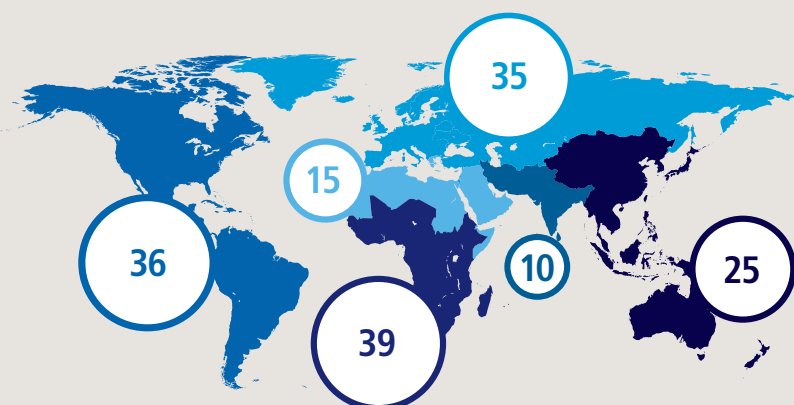
27 millions de couples-années de protection (CAP)*

252,3 millions de services de santé sexuelle et reproductive dispensés

42 % des services de santé sexuelle et reproductive ont été dispensés à des jeunes de moins de 25 ans

QUI SOMMES-NOUS

La Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) est un prestataire de services mondial et un défenseur de premier plan de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour tous. Nous sommes une Fédération à l'échelle mondiale d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus dans 164 pays.



160 associations membres et partenaires collaborateurs dans six régions

UNIS ET PERFORMANTS

7 bureaux du Secrétariat

38 050 employés dans l'ensemble de la Fédération

82 % des associations membres comptent au moins un jeune au sein de leur conseil d'administration

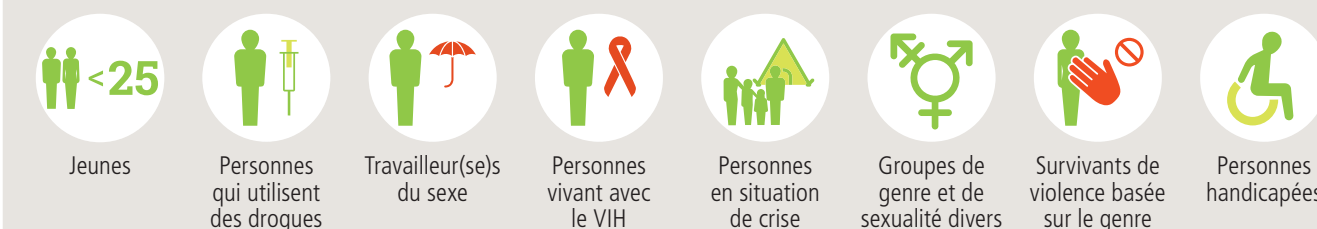
75 % des financements sans restriction de l'IPPF ont bénéficié à des associations membres dans les pays dont les besoins de santé sexuelle et reproductive sont les plus grands

53 % des revenus locaux générés par les associations membres* issus de l'entreprise sociale

AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS ET AU SERVICE DES POPULATIONS

68,8 millions de personnes ont reçu des services dispensés par les associations membres de l'IPPF

8 sur 10 étaient pauvres et vulnérables

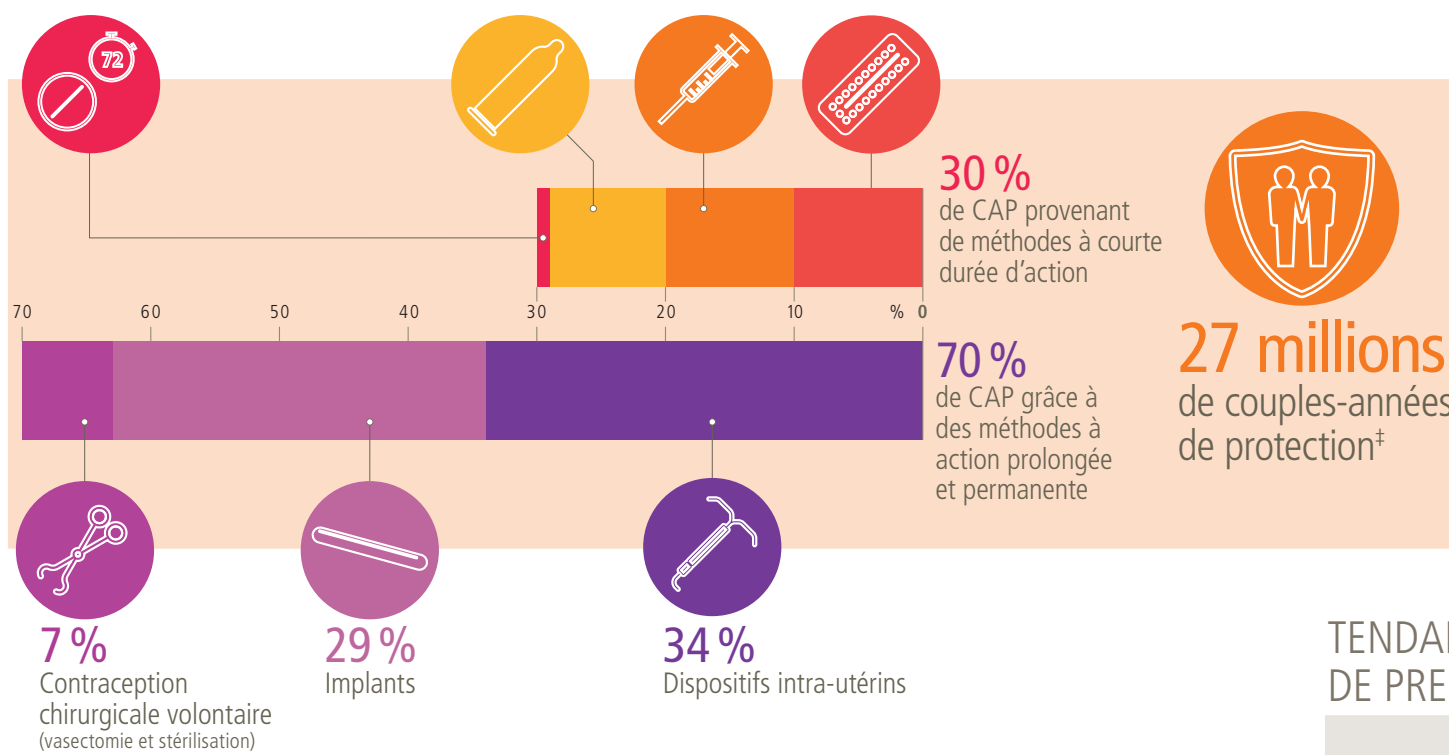


1 % Autres moyens contraceptifs, y compris contraception d'urgence

9 % Préservatifs

10 % Injectables

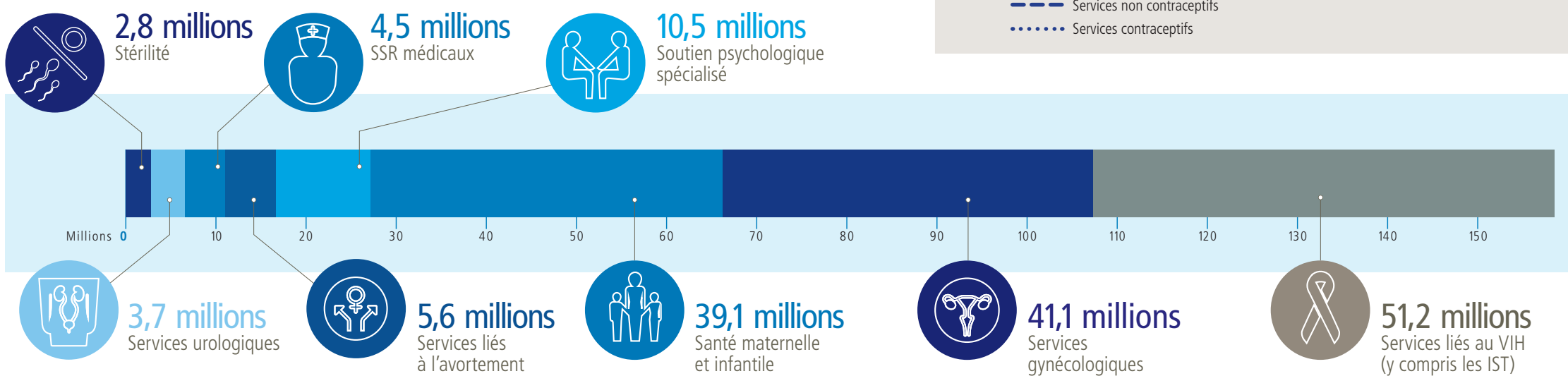
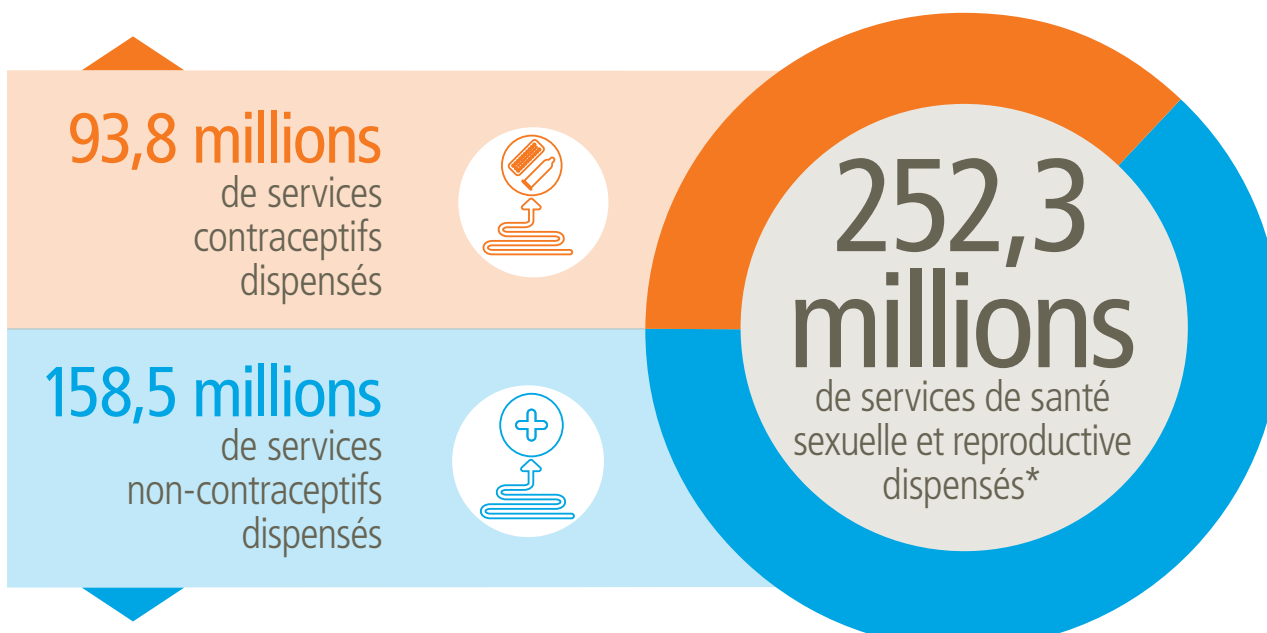
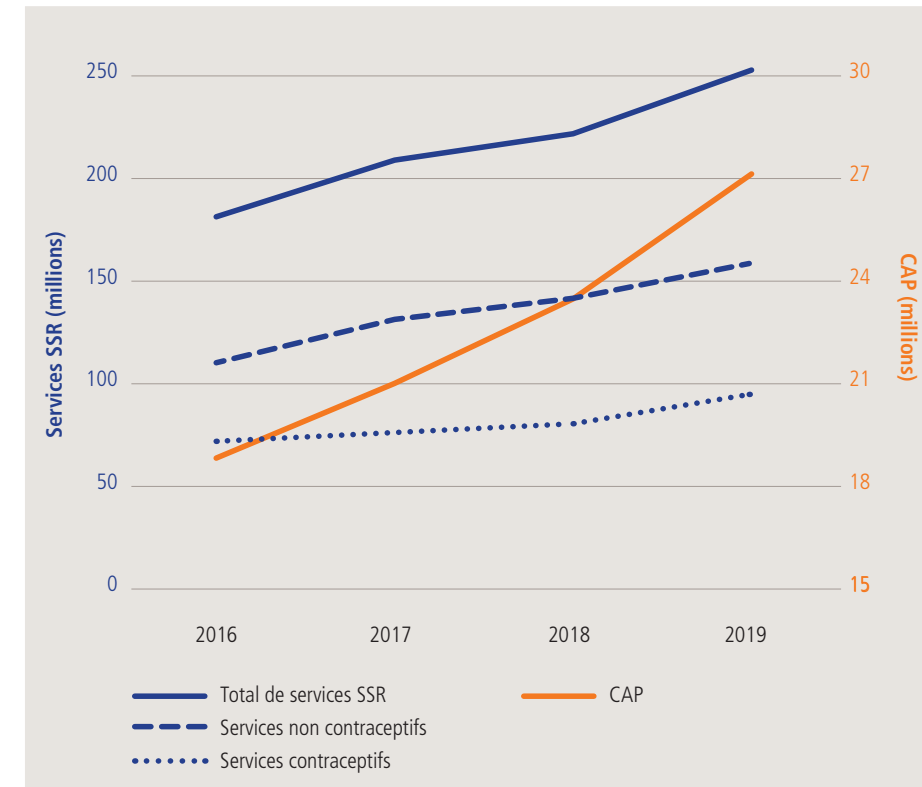
10 % Pilules contraceptives orales



IMPACT DE L'IPPF, 2019

- 11,8 millions** de grossesses non désirées évitées*
- 3,5 millions** d'avortements non sécurisés évités*
- 819,7 millions** de dollars de frais de santé supplémentaires économisés*
- 13,1 millions** d'années de vie corrigées de l'incapacité (AVCI) évitées*
- 4,6 millions** de personnes ont reçu des services SSR dans des situations de crise humanitaire
- 31,9 millions** de jeunes ont complété un programme d'éducation sexuelle intégrée

TENDANCES DES PERFORMANCES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES ET DE CAP,‡ 2016-2019



- 32 246** points de prestation de service appartenant à l'IPPF
- 62 %** sont en milieu rural ou péri-urbain
- 82 %** sont des distributeurs basés dans la communauté
- 8 184** installations de santé sont soutenues par l'IPPF pour fournir des services SSR
- 10 101** partenaires publics et privés reçoivent des produits contraceptifs de l'IPPF

* Le couple-année de protection (CAP) mesure le nombre total d'années de protection contraceptive fournie à un couple. † Le nombre d'indicateurs d'impact est estimé en utilisant le modèle d'Impact 2 (version 5) de Marie Stopes International. ‡ Ce chiffre inclut 181,3 millions de services dispensés directement par l'IPPF et 71 millions de services que l'IPPF a rendus possibles grâce à des partenariats avec des prestataires de soins de santé privés et publics. § L'IPPF ne rend compte du nombre d'utilisateurs pour la première fois de méthodes de contraception modernes que pour les 56 pays cibles de FP2020, conformément à notre engagement publié d'atteindre 60 millions d'utilisateurs pour la première fois entre 2012 et 2020.

TABLEAU DE BORD DES RÉSULTATS, 2019

RÉSULTAT 1 **100 gouvernements** respectent, protègent et répondent aux droits sexuels et reproductifs et à l'égalité des genres

RÉSULTAT 2 La liberté d'action pour **1 milliard** de personnes en ce qui concerne leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs

141 initiatives de politiques réussies et/ou de changements législatifs à l'appui ou à la défense de la SDR et de l'égalité des genres auxquels des actions de plaidoyer de l'IPPF ont contribué

31,9 millions de jeunes ont complété un programme d'éducation sexuelle intégrée (ESI)

756 groupes de jeunes/femmes ont adopté des actions publiques de soutien en matière de SDR auxquelles l'engagement de l'IPPF a contribué

411,3 millions de personnes touchées avec des messages positifs en SDR

RÉSULTAT 3 **2 milliards** de services intégrés de qualité de santé sexuelle et reproductive dispensés par l'IPPF et nos partenaires

RÉSULTAT 4 **1** fédération hautement performante, unie, responsable et rendant des comptes

181,3 millions de services SSR dispensés

191,5 millions de dollars de revenus générés par le Secrétariat de l'IPPF

27 millions de couples-années de protection†

252,1 millions de dollars de revenus générés localement par les associations membres bénéficiaires des subventions non restreintes

6,5 millions§ d'utilisateurs pour la première fois de méthodes de contraception modernes

8 % des fonds non restreints de l'IPPF ont été utilisés pour récompenser les associations membres au moyen d'un système de financement axé sur la performance

92 % des clients de l'IPPF recommanderaient nos services à des parents ou à des amis

314 068 volontaires pour l'IPPF

71 millions de services SSR facilités

13,3 millions d'activistes pour l'IPPF

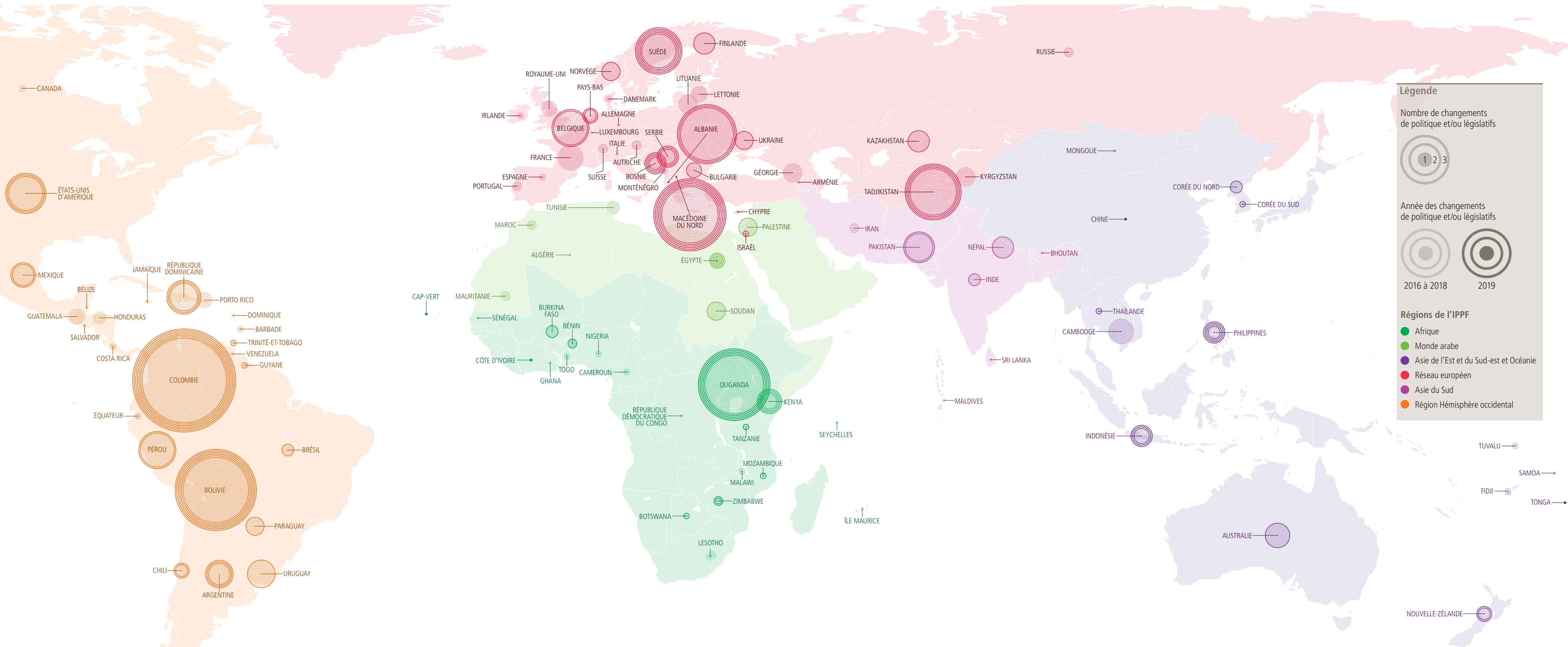
À LA DÉFENSE DE DROITS RÉSULTATS DE PLAIDOYER, PAR PAYS, 2016-2019

Les actions de plaidoyer de l'IPPF créent un environnement favorable à l'augmentation de l'accès aux services, à la promotion des droits sexuels et reproductifs et de l'égalité des genres, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. L'IPPF change la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et législatifs qui soutiennent la santé et les droits sexuels et reproductifs et en s'opposant à tout changement potentiellement néfaste.

Entre 2016 et 2019, l'IPPF a contribué à
625 changements de politique et/ou législatifs à l'appui ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs

536 changements dans
106 pays

62 changements régionaux
27 changements mondiaux



Asociación Chilena de Protección de la Familia (APROFA)

En 2017, une nouvelle loi autorisant l'avortement dans des circonstances limitées a été adoptée au Chili. Il subsistait néanmoins des obstacles à la prestation d'avortement sécurisé. Bien que dans ses recommandations pour un avortement sécurisé, l'OMS préconise le mifépristone et le misoprostol pour une utilisation gynécologique, ces médicaments n'étaient pas enregistrés au Chili. Pendant deux ans, APROFA a plaidé auprès du ministère de la Santé, en préparant puis en lui présentant la documentation technique nécessaire. En octobre 2019, le mifépristone et le misoprostol ont tous deux fini par être enregistrés, ce qui a fait avancer considérablement les droits sexuels et reproductifs des femmes en faisant de l'avortement médicamenteux sécurisé une réalité.

Tajikistan Family Planning Association (TFPA)

TFPA a collaboré avec des ministères et des comités du gouvernement à la mise en place d'une intervention multisectorielle concertée pour lutter contre la violence basée sur le genre, au moyen d'une collaboration renforcée avec des organisations clés et par l'élaboration de nouvelles politiques et normes. En étroite collaboration avec le Centre républicain pour la médecine familiale et l'UNFPA, TFPA a créé de nouvelles procédures opérationnelles permanentes spécifiquement destinées aux travailleurs sociaux et de la santé. Il s'agit notamment de directives claires sur la prestation de services psychosociaux aux survivants de violence basée sur le genre et de violence domestique qui n'étaient pas disponibles jusque-là.

Sudan Family Planning Association (SFPA)

Pour répondre aux besoins non satisfaits en matière de contraception, le gouvernement soudanais a lancé sa première stratégie nationale de planification familiale en 2019. Cette stratégie porte sur les déterminants de l'utilisation de services de planification familiale et donne la priorité à l'accès à des services intégrés de contraception de qualité. Elle prévoit les mesures d'une mise en œuvre efficace de la stratégie visant à accroître la demande et l'adoption de méthodes contraceptives modernes. SFPA a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Santé aux réunions du groupe de travail, en fournissant des conseils et en participant activement à l'élaboration et à la rédaction de la stratégie.

Associação Caboverdiana para a Proteção da Família (VERDEFAM)

VERDEFAM mobilise la société civile autour d'actions de sensibilisation sur les enjeux d'égalité des genres et pour plaider en faveur de la participation économique et politique des femmes sur un pied d'égalité, en tant que facteurs indispensables à la réalisation d'une croissance économique durable. Dans le cadre du réseau des femmes parlementaires du Cap-Vert, VERDEFAM a plaidé en faveur d'une nouvelle loi sur la parité, en organisant des réunions individuelles avec des décideurs politiques et en apportant son soutien technique à la rédaction de la nouvelle loi. La loi sur la parité ratifiée en 2019 rend obligatoire l'égalité de la représentation des femmes au gouvernement et leur pleine participation à l'élaboration des politiques.

Rahnuma-Family Planning Association of Pakistan (Rahnuma-FPAP)

Afin d'améliorer l'accès à des méthodes modernes de contraception et de réduire les taux de mortalité maternelle et infantile dans la région, le gouvernement de la province du Sindh a adopté la loi du Sindh de 2019 sur les droits en matière de santé reproductive. Cette loi préconise l'accès à l'information, en permettant aux utilisateurs des services de prendre des décisions éclairées et autonomes sur leurs choix contraceptifs, libres de toute contrainte ou de toute force. Rahnuma-FPAP a établi le dialogue avec des décideurs politiques, des parlementaires, des médias, la société civile et des jeunes, en vue de renforcer le soutien nécessaire à cette législation et a fourni des conseils techniques au gouvernement pendant l'élaboration de la nouvelle loi.

Family Planning New Zealand (NZFP)

La première stratégie pour le bien-être des enfants et des jeunes à l'échelle nationale a été approuvée en 2019. Elle vise notamment à aider les jeunes à faire des choix sains en matière de relations et de santé sexuelle par l'accès à l'information et à l'éducation, ainsi que par des services de prévention de la violence sexuelle. NZFP a présenté des observations écrites ainsi que des exposés au Comité du cabinet du Premier ministre. Celles-ci comportaient des recommandations sur les modifications à apporter au langage utilisé et sur le recadrage des messages sur la sexualité pour qu'ils soient plus positifs ; un aspect essentiel de la stratégie porte sur l'importance d'autonomiser les jeunes pour qu'ils fassent des choix sûrs.

Région Monde arabe de l'IPPF

Lancé en 2019, le Conseil arabe pour la population et le développement (CAPD) aidera chaque État membre à s'aligner tant sur les accords internationaux que sur les accords régionaux, à fournir une assistance technique et à orienter l'élaboration de stratégies démographiques en fonction du contexte national. Il s'agit d'un mécanisme important pour atteindre les Objectifs de développement durable et pour réaliser la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction et l'égalité des genres dans la région arabe. Lors des réunions annuelles des conseils et comités nationaux sur la population et le développement, les représentants du bureau régional du Monde arabe de l'IPPF ont contribué à l'élaboration de la recommandation visant à la création du CAPD et ont plaidé avec succès auprès des ministres de la Santé et des présidents des conseils nationaux pour qu'ils se joignent à l'initiative et l'appuient.

IPPF (monde)

En 2019, à la 41^e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (CDH), des résolutions révisées ont été adoptées sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles et sur l'accélération des efforts visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Les résolutions appellent les États membres à faire avancer et à protéger la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Pour la première fois, le CDH a reconnu que la violence domestique n'est pas une affaire familiale privée et que la violence conjugale entrave la capacité des femmes à demeurer et à progresser au travail. L'IPPF a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires de la société civile et des États membres à l'élaboration d'une stratégie visant à obtenir un langage progressif et à rejeter les amendements nuisibles proposés. Celle-ci a contribué à l'adoption par consensus des deux résolutions.

CHANGEMENTS POLITIQUES ET LÉGISLATIFS, 2019

141 changements de politique et/ou législatifs en faveur ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs

112 changements dans **52** pays

17 changements régionaux
12 changements mondiaux

35 Éducation et services destinés aux jeunes <25

20 Accès à des services SSR

19 Promotion de l'égalité entre les sexes

17 Accès à un avortement sans risque et légal

16 Promotion des droits sexuels et reproductifs

9 Budget consacré à la SSR, contraception incluse

8 Empêcher la violence sexuelle et la violence basée sur le genre

7 Promotion de la diversité sexuelle et du genre

6 Accès à la contraception

2 Fin du mariage précoce

1 Priorité donnée à la SSR dans des situations de crise

1 Soutien aux personnes vivant avec le VIH